MALI : INGÉRENCE HUMANITAIRE OU NOUVEAU SAHELISTAN ?

Croustillantes histoires d'espions-otages français

(8e partie)

Par Ali El Hadj Tahar
elhadjtaharali@gmail.com

Pour pénétrer dans le Sahel, une faction prétendument indépendantiste et des groupes prétendument «djihadistes» ont été recrutés. Entre rébellion ethnique et revendications islamistes, certains groupes touareg maliens ne cherchent que l'intérêt personnel et ne font que noircir l'image de leur communauté qui continue cependant à jouir d'un immense respect dans tout le Sahel et le Sahara. Les manipulateurs se sont permis de découper un morceau de Sahara, au nord du Mali, et l'appeler Azawad.

Photo : DR

Philippe Verdon et Serge Lazarevic, deux géologues enlevés en novembre 2011 et retenus par Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Entre-temps, l'impatience française monte. Alger irrite en essayant de faire capoter le plan, en essayant d'isoler Ansar Dine et le MNLA de ses tuteurs. Combien d'otages lui faut-il encore pour qu'Alger se décide à rentrer dans les rangs des supplétifs de l'armée néocoloniale ? Combien d'attentats lui faut-il après ceux de Tamanrasset et de Ouargla ? Évidemment, il faut encore continuer à chauffer le *bendir*, comme on dit en Algérie, dans une dramatisation qui rendrait inévitable l'ingérence d'une puissance atlantique d'autant que certains donnaient l'impression d'avoir peur. Pour cela, ne disait-on pas que risquer l'entreprise serait s'embourber dans le désert ? Que les terroristes avaient l'avantage de la connaissance du terrain et qu'une armée classique ne pouvait gagner dans une guerre contre des forces volatiles… ? Or, l'intervention de plusieurs puissances contre 2 000 ou même 6 000 terroristes est une supercherie. L'armée malienne est capable de résoudre son problème toute seule, à condition que les conditions d'exercice du pouvoir soient réunies. Mais cela on le lui avait enlevé en fomentant un coup d'Etat. De l'argent pour acheter des munitions, des armes et recruter des soldats : c'est aussi simple que cela. Puis, il faut de nouveaux arguments pour intervenir, du moins aux yeux de son opinion publique… Comme par hasard, des ressortissants français sont pris en otages. Voici l'histoire d'espions otages, une histoire bien française. Déjà en septembre 2010, Aqmi a kidnappé cinq Français employés des sociétés Areva et Vinci à Arlit, un village nigérien, mais avec une complicité avérée, selon le responsable sécurité du site (lire 6e partie). Prendre des Français en otages permet de légitimer l'intervention non pas africaine mais française. Puis il y a eu la prise d'otages des 7 employés du consulat enlevés au Mali. Certaines sources font le lien avec les services français qui, en mettant l'Algérie dans une situation identique, voulaient l'amener à l'option militaire au Mali, afin d'ouvrir le champ à une présence prolongée, ou un bourbier pour l'ennemi. Puis, il y a les deux otages français enlevés par Aqmi depuis novembre 2011 : même la presse française a fini par admettre la thèse du journal malien, *le Combat*, disant qu'ils seraient plutôt des agents secrets. Il s'agit de Philippe Verdon, Serge Lazarevic, identifiés par une personnalité religieuse influente de la région du nord du Mali comme responsables de la formation et de l'encadrement d'une milice qui était en formation dans la région où ils furent kidnappés par Aqmi à Doumbia, Hombori. Selon la source, ils étaient probablement en train de former une des milices (MNLA ou Mujao) qui allait prendre le pays deux mois plus tard, le 17 janvier 2012.

«Les hommes ne sont pas des inconnus des services secrets français», selon le site de la radio : «En 1999, Serge Lazarevic apparaît ainsi dans une procédure judiciaire en Serbie, visant un réseau clandestin financé par le contre-espionnage français : il était chargé d'assassiner le président Slobodan Milosevic.»

Espions et guerres cognitives par procuration

D'origine hongroise, Lazarevic aurait également participé au recrutement de mercenaires yougoslaves envoyés combattre au Zaïre, dans le cadre d'une opération, «là encore», suivie de près par le renseignement français. Concernant l'autre Français enlevé au Mali, Europe 1 écrit qu'il avait été arrêté «en septembre 2003 aux Comores pour avoir voulu renverser le pouvoir du colonel Azali Assoumani dans une tentative de coup d'Etat rocambolesque». Bob Denard, le célèbre mercenaire, a reconnu connaître ce personnage et c'est apparemment en tant que formateur d'une milice adverse qu'il aurait été kidnappé par Aqmi. Des témoins maliens l'ont reconnu comme étant l'un des encadreurs d'une milice au Nord-Mali, avant son kidnapping. En outre, Radio France International a diffusé la photo prise à Gao, Mali, de deux ressortissants français à qui elle attribue la qualité de «djihadistes». Les deux hommes, des Français de souche, armés de kalachnikovs, sont assis à l'arrière d'un pick-up à côté d'un membre d'un des groupes armés qui sévissent à Gao où les sept diplomates algériens sont détenus. Selon une source informée du site Algeriepatriotique, les deux Français appartiendraient aux services du renseignement extérieur français et auraient été dépêchés au Mali, par la caserne Mortier, siège de la DGSE, pour prêter main-forte aux terroristes et justifier ainsi la nécessité d'une intervention étrangère dans ce pays. Cette thèse est d'autant plus plausible que les «djihadistes» français ont tous des origines maghrébines ou africaines. En outre, il y a un autre ressortissant français, un certain Abdel Jelil, de son vrai nom Gilles Le Guen, qui était un membre depuis plusieurs mois d'Aqmi dans le nord du Mali et qui a été arrêté et emprisonné en novembre 2012 par ce groupe qui le suspecte d'être un espion français. Risque professionnel oblige. Pour aggraver la situation, un autre Français, âgé de 61 ans, M. Rodriguez Léal, est enlevé à Nioro, à la frontière mauritanienne le mercredi 21 novembre 2012, alors qu'il se trouvait au Burkina Faso et a mystérieusement décidé de se rendre dans une région infestée de terroristes dans son camping-car. Les renseignements et les forces spéciales sont le moteur des guerres par procuration pour conquérir de nouveaux territoires, qu'ils ne voient plus comme pays souverains mais comme terres de conquête, comme au temps des empires coloniaux. Ils s'exécutent même par le biais de mercenaires et de supplétifs et d'agences militaires privées qui se chargent parfois de recruter ceux qui tuent, ceux qui se font tuer, et ceux qui entraînent les deux à s'entretuer. Blackwater compte parmi les plus célèbres de ces sociétés de la mort qui a commencé à travailler pour le Pentagone en Afghanistan et en Irak pour des budgets de plusieurs millions de dollars/an. Pour préparer la grande mission de sauvetage, des otages français et d'un Nord-Mali pris en otage, la France et ses alliés occidentaux ont assidûment mis en avant la transformation du Sahel en lieu infesté de terroristes dangereux que l'on croirait capables de traverser la mer pour plastiquer Marseille ou Londres. Or, malgré tout l'argent qatari et les moyens fantastiques mis en place, l'effectif total des quatre groupes de mercenaires (Ansar Dine, MNLA, Mujao, Aqmi) se situerait entre 2 000 et 5 000 hommes, selon les sources occidentales, alors que les renseignements algériens estimeraient les mercenaires dits djihadistes aguerris à 1 500 ou 2 000 tout au plus. Les mercenaires et les jeunes recrues ne seraient pas prêts à risquer leur vie pour des dollars qataris. Tous les officiels français s'évertuent à dire les compétences techniques et opérationnelles de ceux qu'ils appellent les «islamistes» pour signifier que ce n'est pas la malingre armée malienne qui pourrait en venir à bout. Pour justifier l'intervention, on disait l'armée malienne totalement désorganisée, sans moyens ni logistique, et que ses généraux ne portaient même pas leur tenue militaire. Or, certaines unités ont montré leur courage malgré la faiblesse de leurs moyens. Ce discours ne visait peut-être pas à démobiliser davantage l'armée malienne car une armée n'a jamais peur, mais visait-il à influencer l'opinion européenne, française précisément, à envoyer ses Rambo sauver les pauvres Maliens ? Les armes maliennes commandées par le président déchu sont toujours bloquées dans des ports africains. Les médias présentent l'armée malienne comme une armée incapable, alors qu'elle est otage d'une conjoncture politique nationale et internationale qui l'a complètement paralysée. Or, en octobre 2012, les djihadistes d'Al-Shabbab qui sévissaient depuis des années dans la ville de Kismaayo ont été délogés en quelques heures seulement par les forces de l'Union africaine en Somalie (Amisom) qui ont également repris d'autres localités. Ce ne sont pas des groupes terroristes, des mercenaires sans conviction et quelques rebelles divisés qui pourraient effrayer des armées régulières africaines ayant le soutien des populations maliennes et sahariennes connues pour leur pacifisme et qu'il ne faut pas assimiler aux trublions sécessionnistes ni aux mercenaires «djihadistes». Une ingérence étrangère peut dégénérer si elle est le fait de forces occidentales ou manipulée, et c'est cette deuxième menace qui se profile dans le cas malien. Il se peut que cette option ait été choisie pour les risques de dérapages qu'elle porte, même de manière involontaire.

Ce ne sont pas des groupes terroristes, des mercenaires sans conviction et quelques rebelles divisés qui pourraient effrayer des armées régulières africaines ayant le soutien des populations maliennes et sahariennes connues pour leur pacifisme et qu'il ne faut pas assimiler aux trublions sécessionnistes ni aux mercenaires «djihadistes».

Puis, il y a les deux otages français enlevés par Aqmi depuis novembre 2011 : même la presse française a fini par admettre la thèse du journal malien, *le Combat*, disant qu'ils seraient plutôt des agents secrets. Il s'agit de Philippe Verdon, Serge Lazarevic, identifiés par une personnalité religieuse influente de la région du nord du Mali comme responsables de la formation et de l'encadrement d'une milice qui était en formation dans la région où ils furent kidnappés par Aqmi à Doumbia, Hombori.

Les renseignements et les forces spéciales sont le moteur des guerres par procuration pour conquérir de nouveaux territoires, qu'ils ne voient plus comme pays souverains mais comme terres de conquête, comme au temps des empires coloniaux.

Même langage martial que George Bush

Fabius disait que l'engagement militaire français ne durerait que quelques semaines, et comme en réponse à M. Medelci, a tenu à souligner que l'intervention au Mali ne se transformerait pas en «un autre Afghanistan». Par contre, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a dit que l'opération nécessitait des années. Exagérer la puissance terroriste au Mali, c'est nier que l'Algérie a éradiqué des dizaines de milliers de terroristes en quelques années et la Syrie en a éradiqué des milliers au seul mois de décembre 2012. L'armée malienne n'a pas été vaincue par des terroristes mais par l'absence de moyens. Spécialiste shakespearien, David Cameron, le Premier ministre britannique, dira, quant à lui, que la crise pourrait engendrer une bataille décennale. «Cette menace globale requiert une réponse globale. Elle requiert une action qui se comptera en années si ce n'est en décennies, plutôt qu'en mois. Elle requiert une réponse qui suppose de la patience et de l'endurance, une réponse à la fois dure et intelligente, mais qui est avant tout une décision d'acier ; et c'est ce que nous allons prouver au cours des années à venir (…) Nous faisons face à un groupe terroriste extrémiste islamiste lié à Al-Qaïda», a-t-il précisé. Si ce n'est pas cela un projet pour un nouvel Afghanistan au Mali, alors le Premier ministre britannique dit n'importe quoi.

Cameron emploie les mêmes mots, le même ton froid que George Bush, le lendemain du 11 septembre 2001 et des jours de campagne anti-irakienne qui suivirent. Le lancement d'une guerre d'envergure en Irak était décidée, sous un prétexte qui n'a rien à voir avec l'Afghanistan ni avec l'Irak, et qui se répète aujourd'hui à nos frontières. La seule différence est que les deux guerres contre les deux pays n'avaient pas été scénarisées comme celle du Mali. Lors d'une rencontre sur le Mali entre David Cameron et François Hollande, le compte rendu officiel dira que «les deux dirigeants ont convenu que la situation au Mali constitue une menace réelle pour la sécurité internationale, compte tenu de l'activité terroriste là-bas. La coordination franco-anglaise est parfaite. La répartition des tâches par le chef d'orchestre américain, aujourd'hui à l'ombre pour des questions de politiques intérieure (il n'avait pas encore prêté serment lors de la nouvelle incursion d'Ansar Dine au Mali) et extérieure, car les forces sont engagées en Afghanistan et une nouvelle intervention dans un pays musulman, après la Libye, la Syrie et le Yémen, attiserait trop la haine. Or, il faut juste assez de haine pour recruter des terroristes et faire l'opération. Les politiciens américains, les chefs militaires et les médias ont également pendant des mois fait du Mali une nouvelle «centrale de la terreur» mondiale, laissant entendre que les gouvernements occidentaux devaient agir de façon décisive pour éliminer ce danger. Une «centrale de la terreur» exige «guerre à la terreur» pour être fidèle à Bush, et sauver la civilisation de la barbarie. Là ce n'est pas un «Etat voyou» qui sème la pagaille dans le monde comme en Syrie, ni un dictateur qui agresse son peuple comme en Libye, ni un sanguinaire comme Saddam qui brandit des armes de destruction massive, mais des groupes barbares qui agressent un Etat et un peuple. Le scénario idéal pour une mission de conquête déguisée en mission humanitaire. Or, la disponibilité de moyens et l'effacement de la dette auraient permis au Mali de gérer cette crise comme un simple problème sécuritaire, et non pas comme une guerre avec des conséquences qui ont engendré 800 000 déplacés. Aucun pays n'a aidé le Mali lorsque les quatre groupes rebelles l'ont de concert attaqué. Cent militaires, dont des Touareg, ont été sauvagement assassinés par la horde des quatre groupes menés par le prétendu MNLA touareg : l'Occident n'interviendra que lorsque le décor sera fin prêt pour une «mission humanitaire» au profit d'un peuple violenté par des islamistes.

A. E. T.

(A suivre)